

## **Le dialogue sur le financement du développement, les 23 et 24 octobre à l'Assemblée générale, préparera la conférence de suivi de Doha en 2008**

La séance de l'ONU sera rehaussée par la présence de ministres des finances, de gouverneurs de banques centrales, d'institutions financières et commerciales internationales et d'ONG.

**Nations Unies, New York, le 22 octobre 2007** - Des débats sur le financement du développement se déroulent cette semaine aux Nations Unies pour poser les bases du Suivi du Consensus de Monterrey 2002 qui se fera à Doha (Qatar), en 2008. C'est l'occasion pour la communauté internationale, les ONG et le secteur privé de se réunir pour renouveler leur partenariat mondial.

A Monterrey, les pays en développement ont assumé l'essentiel de la responsabilité de leur développement et de la mobilisation des ressources nationales. En échange, les pays développés ont accepté de fournir une aide et de promouvoir un environnement international favorable au développement.

Depuis, les pays en développement se sont efforcés d'améliorer la gestion fiscale et macroéconomique et d'augmenter les dépenses sociales. L'investissement étranger direct et l'aide au développement sont en augmentation, et certains pays jouissent d'une croissance économique plus soutenue. Cependant, on constate des inégalités croissantes et les engagements visant à fournir des ressources nouvelles afin d'appuyer la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement n'ont jamais été honorés dans leur intégralité, d'après un rapport du Secrétaire général.

Comme l'a expliqué le président de l'Assemblée générale Srgjan Kerim, qui va ouvrir la séance, « nous ne pouvons continuer « comme si de rien n'était » alors que des millions de vies pèsent littéralement dans la balance. C'est avant tout un choix moral que d'atteindre les OMD et de remplir nos engagements. Nous ne devons pas permettre que nos engagements ne soient que des mots qui en viennent à symboliser des promesses non-tenues. La communauté internationale devrait pouvoir jeter un regard en arrière en 2015 et se dire que rien n'a été épargné pour réaliser les OMD. »

Le Secrétaire général Ban Ki-moon a quand à lui déclaré : « A ce jour, les progrès depuis le Consensus de Monterrey ont été mitigés. Beaucoup de pays en développement, y compris de nombreuses nations à bas revenu, jouissent d'une croissance économique plus soutenue. Depuis 2002, le niveau de l'aide publique au développement a augmenté, y compris avec de nouveaux engagements. Mais l'accroissement durable nécessaire pour réaliser les objectifs ne s'est pas matérialisé. Il est essentiel de combler ce déficit de financement si nous voulons réduire l'extrême pauvreté, lutter contre les maladies et atteindre les autres objectifs de développement. »

Le président de l'Assemblée générale et le Secrétaire général estiment tous deux qu'il est absolument nécessaire d'agir de façon urgente et concertée. A défaut de progrès rapide, il y aura un plus grand nombre de personnes se débattant dans la pauvreté en 2015, et des millions d'individus ne verront pas les promesses de base des OMD se réaliser dans leur propre vie.

Beaucoup estiment que les engagements actuels, s'ils sont honorés, sont suffisants pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement en Afrique. Le Suivi de la mise en œuvre du Consensus de Monterrey qui se fera à Doha à la fin 2008 prend donc une importance accrue. La réussite de la conférence de Doha dépendra en grande partie du consensus qui pourra être acquis à travers les consultations entre États membres pendant la 62<sup>ème</sup> session de l'Assemblée générale.

Lors du Dialogue de haut niveau, le Secrétaire général et le président du Conseil économique et social des Nations Unies Dalius Cekuolis s'adresseront également à l'Assemblée générale. Des ministres des finances et des gouverneurs de banques centrales, frais émoulus de la réunion des institutions de Bretton Woods le week-end précédent à Washington, se joindront aux délégués des Nations Unies à New York. De hauts fonctionnaires de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international, de l'Organisation mondiale du commerce, de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et du Programme des Nations Unies pour le développement prendront également la parole devant l'Assemblée générale. La réunion comprendra également des représentants du secteur privé, de la société civile et d'organisations non gouvernementales.

## Contacts média :

Newton Kanhema, Département de l'Information des Nations Unies, tél. +1 212 963 5602, E-mail [kanhema@un.org](mailto:kanhema@un.org)

Pour de plus amples informations sur le Consensus de Monterrey, voir le texte en annexe ou aller sur <http://www.un.org/esa/ffd>